

"Sept candidats, un projet de société" dans la campagne électorale en cours au Burundi

PANA, 10 mai 2020 (Analyse) - Bujumbura, Burundi - Le chômage des jeunes, l'agriculture et l'élevage, les infrastructures, le développement économique, la lutte contre la corruption et le clientélisme sont les principales préoccupations communes aux sept candidats en campagne pour la présidentielle du 20 mai prochain au Burundi, notent les analystes des projets de société en compétition.

A chacun de ces thèmes correspond un électoralat distinctif à la présidentielle qui sera couplée aux législatives et aux municipales, le même jour du 20 mai. Pour le moment, les candidats ne rivalisent pas de chiffres à même de donner une idée sur le sérieux et le réalisme des promesses électorales en question. Par contre, le président sortant, Pierre Nkurunziza, assure que son successeur n'aura pas de soucis à se faire. Les caisses de l'Etat sont "pleines", rappelle-t-il à chaque meeting du candidat du pouvoir, Evariste Ndayishimiye, en même temps son potentiel successeur, s'accordent les pronostics. Le principal opposant en course à la présidentielle, Agathon Rwasa, de son côté, développe naturellement un discours aux antipodes de celui du candidat du pouvoir et prône plutôt un changement radical d'un système à « qui a pratiquement tout échoué ». Ces promesses, peu chiffrées soient-elles, sont surtout rendues incontournables par la réalité d'un pays où, d'une part, les jeunes tant convoités, représentent plus de 65% de la population. Une bonne partie des jeunes diplômés, ou ceux ayant un faible niveau de scolarisation, sont confrontés à un chômage endémique. Le secteur agricole focalise tout aussi l'attention des candidats en compétition pour le pouvoir. Les données officielles indiquent que le secteur agricole occupe plus de 94% de la population active, contribue pour plus de 50% du Produit intérieur brut (PIB), procure au pays plus de 90% des recettes en devises et fournit 95% des apports alimentaires. Ainsi, il est question de créer une banque de développement, spécifique au monde agricole, pour certains candidats et, pour d'autres, d'augmenter les budgets, de subventionner les intrants ou encore de mécaniser et d'appliquer des techniques modernes d'irrigation à ce secteur qui fonctionne encore à la houe. De façon générale, les candidats rencontrent encore sur le faible niveau de développement qui relègue le Burundi au rang des dix pays les plus pauvres au monde. Les candidats ont encore une semaine devant eux pour convaincre plus de cinq millions d'électeurs attendus cet été aux urnes. Les deux premières semaines de campagne ont été marquées par des actes d'intolérance entre militants de la mouvance présidentielle et ceux de l'opposition. Un candidat sénateur du Congrès national pour la liberté (CNL, opposition), Pasteur Mpawenayo, a été condamné de cinq ans de prison pour « enlèvement, coups et blessures » à l'encontre des militants de la mouvance présidentielle. La loi « n'est pas en veilleuse » durant cette période de propagande et « quiconque l'enfreint doit subir sa rigueur », a avisé le procureur général de la République, Sylvestre Nyandwi. Le bilan de la police nationale en était d'au moins deux morts, 26 blessés, 65 arrestations et une disparition. Ces rivalités interrogent les observateurs sur l'issue des nouvelles élections qui s'inscrivent dans le prolongement de controverses et de mailles de violences de masse, en 2015. Le chef de file de l'opposition, Agathon Rwasa, assume publiquement la « légitime défense », face aux accusations d'appel à la violence dont il renvoie, par ailleurs, la responsabilité au camp adverse.